

# ACTION URGENTE

## MOZAMBIQUE. UN JOURNALISTE DÉTENU ARBITRAIREMENT ET AU SECRET

Amade Abubacar, un journaliste de la radio locale de Nacedje, a été arrêté le 5 janvier 2019 par la police dans le district de Macomia (province de Cabo Delgado, nord du Mozambique). La police lui a confisqué son téléphone portable, l'a menotté et l'a emmené au poste de police de Macomia. Au moment de son arrestation, Amade Abubacar interviewait des civils déplacés à l'intérieur du pays qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification des attaques violentes dans le nord de la province de Cabo Delgado. Amade Abubacar est actuellement détenu au secret. Il n'a été inculpé d'aucune infraction et n'a pas été autorisé à consulter son avocat.

**PASSEZ À L'ACTION : RÉDIGEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN REPRENANT LE MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Jaime Basilio Monteiro**  
 Ministre de l'Intérieur  
 Av. Olof Palme 46/48  
 Maputo  
 Mozambique  
 departamentocomunicacao2016@gmail.com,  
 adimoamb@yahoo.com.br

Monsieur le Ministre,

Le 5 janvier, la police du district de Macomia, dans la province de Cabo Delgado (nord du Mozambique), a arrêté le journaliste Amade Abubacar et l'a placé en détention. Il n'a été inculpé d'aucune infraction. Amade Abubacar est journaliste à la radio locale de Nacedje.

Amade Abubacar couvrait les attaques perpétrées par des groupes armés contre des civils dans la province de Cabo Delgado. Lorsque des policiers l'ont arrêté sans mandat, il était en train d'interroger et de photographier un groupe de personnes qui avaient fui leur domicile en raison de la multiplication des attaques violentes. Les policiers ont menotté Amade Abubacar, lui ont confisqué son téléphone portable et l'ont placé en détention.

Le 6 janvier 2019, Amade Abubacar a été emmené dans le centre de détention militaire du district de Mueda, dans le nord de la province de Cabo Delgado. Amade Abubacar est détenu au secret, n'a été inculpé d'aucune infraction et n'a pas été autorisé à consulter son avocat.

Il s'agit de la deuxième arrestation arbitraire de journalistes en moins d'un mois dans la province de Cabo Delgado. Amnesty International condamne le climat de peur et d'impunité qui prévaut au Mozambique.

**Je vous demande instamment de libérer immédiatement et sans condition Amade Abubacar, arbitrairement détenu par les forces armées. Je vous prie de veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, Amade Abubacar ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il soit autorisé à entrer en contact avec sa famille et à consulter les avocats de son choix. Je vous engage également à veiller à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être attaqués, intimidés, harcelés et censurés.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



*Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.*

## **COMPLEMENT D'INFORMATION**

Depuis le mois d'octobre 2017, des groupes armés tuent des civils dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. Les attaques, qui ont débuté dans le district de Mocimboa da Praia (nord de Cabo Delgado), sont le fait de membres d'un groupe extrémiste qui ont mené des offensives coordonnées et simultanées contre des institutions, notamment le siège de la police.

Ces offensives se sont intensifiées fin 2018. Entre novembre et décembre 2018, plus de huit attaques ont eu lieu dans des villages situés dans les districts du nord de la province de Cabo Delgado, notamment à Nangade, Macomia et Palma. Vingt personnes ont été tuées et plus de 100 habitations incendiées.

On ne connaît pas l'idéologie politique du groupe, qui n'a formulé aucune revendication politique.

Les rebelles envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Les habitants ont modifié leurs habitudes quotidiennes par peur des attaques. Certains préfèrent dormir sur la plage plutôt que chez eux. Ils évitent de se déplacer à pied la nuit et certains ont fui vers d'autres districts.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le communiqué de presse d'Amnesty International intitulé *Mozambique. Il faut mettre fin à la vague meurtrière imputable à un groupe armé* (<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/06/mozambique-end-brutal-killing-spree-by-armed-group/>).

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : portugais**

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE 22 FÉVRIER 2019.**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**NOM(S) ET PRONOM(S) DE RÉFÉRENCE : Amade Abubacar (il)**